

## UE/Palestine/Israël 4 questions-clés pour les candidats

La Palestine ne doit pas être perdue de vue dans un Moyen-Orient en proie à des troubles importants. La population palestinienne est en attente de changements et l'Union européenne doit montrer la voie vers le respect du droit.

- Ces dernières années ont été marquées par une accélération sans précédent de la politique de colonisation israélienne en Palestine.
- A Gaza, la situation économique, sociale et humanitaire est alarmante et la répression létale de manifestants non armés continue depuis le 30 mars 2018.
- Le caractère d'apartheid conféré au régime israélien s'est renforcé par la construction de nouvelles routes de ségrégation et l'adoption de nouvelles (loi sur l'Etat-Nation adoptée en juillet 2018).
- En corrélation avec le durcissement de l'occupation, le climat est de plus en plus hostile pour les défenseurs des droits des Palestiniens, en Palestine, en Israël mais aussi en Europe (attaques, menaces, délégitimation, criminalisation).

Très impliquée financièrement et politiquement, l'Union Européenne ne peut se contenter de dénoncer verbalement les multiples violations du droit international humanitaire et des droits de l'Homme par Israël. Devant l'absence de plan de paix concret et crédible de la part des Etats-Unis, elle a un rôle clé à jouer et il est dans son intérêt qu'une solution durable et conforme au droit international soit trouvée au Proche-Orient.

En tant que député-e européen-ne, vous aurez un rôle essentiel à jouer en interpellant l'exécutif européen, vous aurez à vous exprimer sur nombre d'initiatives prises par la Commission, en particulier sur toute mesure de renforcement de la coopération avec Israël. Des décisions courageuses doivent être prises pour mettre fin à l'occupation israélienne. C'est pourquoi, en tant que citoyen-ne/association, je souhaite /nous souhaitons connaître votre position sur quatre points-clés susceptibles de faire évoluer la situation de façon positive.

### #01 COLONISATION

Soutiendrez-vous la mise en place de mesures excluant les colonies et les entreprises qui participent à la colonisation et à l'oppression du peuple palestinien de toute relation entre l'UE et Israël ?

### #02 SUSPENSION DES ACCORDS D'ASSOCIATION

Comment veillerez-vous à ce que l'UE applique pleinement la clause de conditionnalité garantissant le respect des droits de l'Homme et du droit international humanitaire dans tous les accords entre l'UE et Israël ?

### #03 BLOCUS DE GAZA

Exigerez-vous la mise en place de mesures pour la levée du blocus de Gaza pour rétablir la continuité territoriale entre la bande de Gaza et la Cisjordanie et rétablir les droits des habitants de Gaza y compris la libre circulation des personnes et des biens ?

### #04 CRIMINALISATION DU MOUVEMENT DE SOLIDARITE AVEC LA PALESTINE

Défendrez-vous la liberté d'expression sur la question palestinienne et le droit de critiquer les politiques israéliennes contraires au droit international ?



Ce questionnaire a été rédigé par la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine, un réseau de 39 associations françaises œuvrant pour le respect du droit en Palestine, par la sensibilisation du grand public, le plaidoyer auprès des institutions et l'éducation à la solidarité avec le peuple palestinien.

Contact : [contact@plateforme-palestine.org](mailto:contact@plateforme-palestine.org)

**Membres** : Amani, Artisans du Monde, AURDIP, AFPS, AJPF, Cedetim, CEMEA, Cimade, CICUP, CCFD-Terre Solidaire, Comité Palestine Israël 44-49, Comité Gaza Jérusalem Méditerranée, CVPR-PO, Enfants Réseau Monde/Services, FSGT, LDH, LIFPL-section française, MRAP, Mouvement de la Paix, MIR, MAN, Pax Christi France, Secours Catholique-Caritas France, SIDI, Soutien Humani'Terre, UJFP. **Observateurs** : Agir ensemble pour les droits de l'Homme, Amnesty International France, Association Pour Jérusalem, Chrétiens de la Méditerranée, CRID, Collectif judéo-arabe et citoyen pour la Palestine, Francas, GAIC, Humanité & Inclusion, Médecins du Monde, Palmed France, PUI, Ritimo.